

## Consultation n°250091

### Construction d'un bâtiment d'activités CMP à destination des enfants, des adolescents et des adultes à Nérac pour le CHD La Candélie

*Date et heure limites de réception des offres :*  
**Mercredi 28 mai 2025 à 12h00**

Marché Public pour des missions géotechniques  
G2AVP et G2 PRO

**Règlement de Consultation (RC)  
Et Cahier des Clauses Particulières (CCP)**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1 -</b>	<b>OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
1.2.	ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	3
1.3.	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS .....	4
<b>CHAPITRE 2 -</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1.	VARIANTES FACULTATIVES .....	4
2.2.	VARIANTES OBLIGATOIRES .....	4
2.3.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	4
<b>CHAPITRE 3 -</b>	<b>CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
3.1.	DOSSIER DE CONSULTATION .....	4
3.2.	MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	4
<b>CHAPITRE 4 -</b>	<b>PRESENTATION DE L'OPERATION .....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 5 -</b>	<b>MISSIONS ET RENDU DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 6 -</b>	<b>PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>6</b>
6.1.	DOSSIER DE CANDIDATURE .....	6
6.2.	DOSSIER D'OFFRE .....	7
<b>CHAPITRE 7 -</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>7</b>
<b>CHAPITRE 8 -</b>	<b>SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
8.1.	CRITERES DE JUGEMENT .....	7
8.2.	APPRECIATION DU CRITERE PRIX.....	8
8.3.	APPRECIATION DE LA VALEUR TECHNIQUE .....	8
8.4.	SUITES DONNEES A L'ANALYSE .....	8
<b>CHAPITRE 9 -</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 10 -</b>	<b>DUREE DES MISSIONS.....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 11 -</b>	<b>PRIX DU MARCHE .....</b>	<b>8</b>
<b>CHAPITRE 12 -</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>9</b>
12.1.	FACTURES .....	9
12.2.	AVANCE.....	9
<b>CHAPITRE 13 -</b>	<b>PENALITES DE RETARD .....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE 14 -</b>	<b>ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS.....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE 15 -</b>	<b>DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES .....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE 16 -</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>10</b>

## CHAPITRE 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1. Objet de la consultation

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent des **missions géotechniques G2AVP et G2PRO** dans le cadre de la construction d'un bâtiment CMP pour des activités adultes, enfants et adolescents du CHD La Candélie sur la ville de Nérac.

Actuellement, les CMP Adultes, Enfants et Adolescents occupent un même bâtiment au 17 avenue du Maréchal Foch à Nérac.

Le bâtiment n'est pas adapté et n'offre plus les surfaces suffisantes pour répondre aux besoins des trois structures.

Le site concerné par le projet de construction s'implante sur la parcelle cadastrale n°744 d'une surface totale d'environ 2 115m<sup>2</sup>, située 11 Impasse du Pin à Nérac. La parcelle est actuellement vierge de toute construction.

Le bâtiment, implanté en Rdc offrira environ 700 m<sup>2</sup>. Il s'agit d'un ERP de type W, 5<sup>ème</sup> catégorie.

L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux est estimée à environ 1 400 000 €.

Le planning prévisionnel pour cette opération est d'environ 39 mois :

- 12 mois pour les études du Moe et la consultation des entreprises
- 15 mois de travaux
- 12 mois de GPA

### 1.2. Contexte de l'opération

#### 1.2.1. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lot.

#### 1.2.2. Pouvoir adjudicateur

##### **GHT Lot et Garonne**

Direction des achats

Centre hospitalier Agen-Nérac

Route de Villeneuve

47 923 AGEN CEDEX 9

#### 1.2.3. Maître d'ouvrage

##### **Centre Hospitalier Départemental La Candélie**

Route de la Candélie

47480 Pont-du-Casse

#### 1.2.4. Maîtrise d'œuvre

##### **SARL JUSTIN DEFOS DU RAU ARCHITECTURE**

3, avenue Pierre Molette, 31100 TOULOUSE

#### 1.2.5. Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, conduite d'opération

##### **KAPEA**

60 avenue Gaston Cabannes

33 270 FLOIRAC

#### 1.2.6. Mode d'attribution des travaux

A titre indicatif, la dévolution des travaux est prévue par un marché en lots séparés.

### 1.3. Etendue de la consultation

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles au sens de la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, passé en application **des articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la Commande publique (CCP)**.

Il sera conclu par référence aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales - Prestations Intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles).

Réalisation de prestations similaires : en application de **l'article R2122-7 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

#### 1.4. Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

## CHAPITRE 2 - Conditions de la consultation

### 2.1. Variantes facultatives

Les candidats sont autorisés à présenter des variantes, dans le respect des dispositions des **articles R. 2151-8 du Code de la Commande Publique (CCP)**, mais en ayant préalablement répondu à l'offre de base, dans ce cas un nouvel acte d'Engagement sera établi.

Les variantes pourront concerner la justification de l'augmentation du nombre de sondages, au-delà du minimum défini, par exemple.

### 2.2. Variantes obligatoires

Sans objet

### 2.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120** jours à compter de la date limite de réception des offres.

## CHAPITRE 3 - Contenu du dossier de consultation

### 3.1. Dossier de Consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- ≡ Le présent Règlement de Consultation et Cahier des Clauses Particulières
- ≡ L'Acte d'Engagement
- ≡ Le programme géotechnique

Par dérogation à article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles qui constituent le marché prévalent les unes aux autres par ordre de priorité décroissante :

- ≡ Le présent CCP,
- ≡ L'annexe financière,
- ≡ Le programme géotechnique,
- ≡ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI 2021, Code de la Commande Publique),
- ≡ Le calendrier d'exécution des prestations, après approbation par le Maître d'Ouvrage,
- ≡ L'offre technique du titulaire (en suivant la décomposition du prix global et forfaitaire dans l'annexe financière),
- ≡ Toutes conditions générales de ventes ou clauses supplémentaires émanant du titulaire.

L'envoi du présent document au moyen d'une communication électronique utilisant un procédé d'horodatage vaut notification du marché. L'adresse du candidat faisant foi est celle renseignée par celui-ci sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre. La notification est acquise le jour où le candidat accuse réception de la communication électronique. Dans le cas où le candidat n'accuse pas réception de cette communication dans un délai de quinze (15) jours à compter de son envoi, la notification est réputée acquise le jour de cet envoi.

### 3.2. Modifications de détails du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## CHAPITRE 4 - Présentation de l'opération

Le présent cahier des charges concerne la réalisation d'une étude géotechnique et hydrogéologique dans le cadre de la d'un CMP à Nérac.

Par référence à la norme NF P94-500 de novembre 2013, la présente consultation correspondra à une étude :

- Type Mission G2 AVP - Phase Avant-Projet
- Type Mission G2 PRO - Phase Projet

Elle contribue à la mise au point de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre. Elle définit les hypothèses géotechniques et hydrogéologiques à prendre en compte à ce stade et les principes de constructions des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages, gestion des eaux pluviales, structures de voiries, etc.). Elle fournit une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique.

### Hypothèses et description sommaire :

Le projet est un simple RDC avec planchers bas sur dalle portée, murs en élévations en agglos creux et toiture fermette ou végétalisée.

Sont également prévus au projet divers zones de voiries, stationnements perméables ou non, murs de clôture.

Pour la gestion des eaux pluviales et de ruissellement des zones imperméabilisées du projet, les solutions d'infiltration sont privilégiées par rapport au bassin de rétention. Ainsi, des essais de perméabilité seront réalisés en différents points du terrain pour définir la pénétrabilité des eaux dans le sol.

[Les plans des existants, coupes et façades relevés par un géomètre \(consultation en cours\) seront transmis au prestataire retenu.](#)

## CHAPITRE 5 - Missions et rendu des prestations

La mission du bureau d'étude géotechnique consiste en une reconnaissance géotechnique et hydrogéologique des sols définissant :

Pour les ouvrages :

- ≡ Le contexte géologique et hydrogéologique,
- ≡ La nature des terrains rencontrés sur la profondeur des sondages,
- ≡ Les capacités portantes du sol,
- ≡ Les modes de fondations adaptées,
- ≡ Préconisation pour la réalisation des planchers bas (dalle portée ou dallage),
- ≡ Les préconisations de constitutions des plateformes de dallage,
- ≡ Les préconisations sur les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour réaliser les terrassements et les mesures de sécurité à prendre.
- ≡ Identifier la lithologie du terrain,
- ≡ Définir la stabilité des talus, les pentes maximales acceptées en fonction de la nature du sol,
- ≡ Détermination des caractéristiques des sols avec identification GTR complète.
- ≡ Préconisation pour la création des aménagements extérieurs,
- ≡ Identifier et évaluer des risques liés à un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques,
- ≡ Identifier les influences et conséquences possibles des risques géotechniques identifiées pour le projet et pour les ouvrages existants,
- ≡ Valider les dimensionnements en phase projet et fournir les notes de calculs nécessaires.

A ce stade, les descentes de charges estimées sur fondations sont de 6T/ml sur semelles filantes et 25T sur appuis ponctuels.

Pour les voiries :

- ≡ Les caractéristiques des sols
- ≡ Les préconisations de constitutions de corps de chaussée,
- ≡ Les préconisations sur les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour réaliser les terrassements et les mesures de sécurité à prendre (pentes des talus, identification des matériaux impropres au remblai, nécessite d'amener des remblais techniques, etc.),

- ≡ La faisabilité de réutilisation des déblais issus du site en remblais sous voiries et /ou bâtiment,
- ≡ Détermination des caractéristiques des sols avec identification GTR complète.
- ≡ Aptitude du sol en place au traitement aux liants routiers avec étude en laboratoire et préconisations des dosages en chaux et/ou ciment
- ≡ Identification du niveau de nappe et préconisations techniques liées à la présence de la nappe et à ses éventuelles variations de niveau
- ≡ Préconisation de la structure de chaussée à adopter pour un objectif de classe de trafic T6+ (voie desservant des lotissements) et un niveau de voirie qui suivrait sensiblement le terrain naturel

Pour la gestion des eaux :

- ≡ Le coefficient K de pénétrabilité des eaux dans le sol,
- ≡ Identification du niveau de nappe et préconisations techniques liées à la présence de la nappe et à ses éventuelles variations de niveau
- ≡ L'interprétation quant à la faisabilité de traiter les EP par infiltration ou par rejet dans le réseau public existant,
- ≡ Les prescriptions concernant l'infiltration des EP sur l'assiette du projet et la proximité avec les bâtiments construits,
- ≡ Mise en place de piézomètres avec un suivi des niveaux d'eau,
- ≡ Les Niveaux des Plus Hautes Eaux (NPHE),
- ≡ La situation de la nappe et des circulations d'eaux,
- ≡ Définir un plan de gestion des eaux pluviales, le cas échéant.
- ≡ Aptitude du sol à l'infiltration des eaux pluviales par des essais type Matsuo. Il est bien spécifié que les
- ≡ essais de perméabilité seront réalisés au niveau d'horizon propice à l'infiltration. Un terrassement à la pelle sera donc nécessaire à l'exécution de ces essais. Si le toit des graves n'est pas atteint au-delà de 3.0 m de profondeur, l'essai sera réalisé à ce niveau-là.

Les contraintes particulières du site, le programme de sondages, une proposition de localisation et les attendus du rapport de synthèse sont présents dans l'ANNEXE 1 au présent CCP « Programme géotechnique 250091 ».

La profondeur des sondages à réaliser sera déterminée par le prestataire, afin de définir le plus précisément possible les points énoncés ci avant.

#### **Restitution rapport :**

Tous les moyens nécessaires à cette reconnaissance seront mis en œuvre avec mise au net des repérages des sondages et établissement d'un rapport d'études avec interprétation des résultats et photographies des points particuliers.

**Livrables : rapport et plans de repérage au format .pdf**

## CHAPITRE 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant le dossier de candidature et le dossier d'offre détaillés ci-dessous.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

### 6.1. Dossier de candidature

N° de la pièce	Désignation
C-01	Lettre de candidature, établie sur l'imprimé DC1*
C-02	Déclaration du candidat DC2* ( <b>modèle 2023</b> ), dûment remplie et signée
C-03	Liste des travaux similaires à l'objet de l'opération exécutés au cours des cinq dernières années. Ou

	Liste des principaux services fournis, au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
C-04	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.
C-05	Si l'entreprise envisage de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre aussi la déclaration du candidat (DC4* - <b>modèle 1er janvier 2024</b> ) - dûment remplie et signée par le sous-traitant (ou chacun des sous-traitants) ainsi que les attestations et pièces n°1 et 2.
C-06	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
C-07	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
C-08	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

\*modèle Téléchargeable sur à l'adresse suivante <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

En lieu et place de ces deux formulaires, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME), rédigé en langue française et accessible à l'adresse <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

## 6.2. Dossier d'offre

Chaque proposition sera établie par :

N° de la pièce	Désignation
O-01	L'acte d'engagement (A.E.) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
O-02	Une attestation certifiant l'acceptation sans modification du présent cahier des clauses particulières (CCP)
O-03	Une offre complète comprenant l'annexe financière détaillée et le mémoire technique ( <b>10 pages maximum</b> ) définissant les moyens, les outils et la manière dont le prestataire propose d'intervenir dans les différentes phases de mission prévues au CCP.

## CHAPITRE 7 - Conditions d'Envoi ou de Remise des Plis

Conformément **aux articles R. 2132-7 à R. 2132-11 du Code de la Commande publique (CCP)**, la transmission des documents se fera par voie électronique, à l'adresse suivante :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

## CHAPITRE 8 - Sélection des candidatures et jugement des offres

### 8.1. Critères de jugement

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Etudes G2 AVP et G2 PRO</i>	<i>%</i>
<b>Prix des prestations</b>	<b>50</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>50</b>
- Mémoire Technique	30
- Délais d'intervention et de production des rapports	20

## 8.2. Appréciation du critère prix

L'appréciation de ce critère se fera sur **l'offre pour la prestation de base (hors variantes)** du prix global et forfaitaire le moins disant, en appliquant la formule suivante :

$$\text{Prix du moins disant} / \text{prix du candidat} \times 50$$

## 8.3. Appréciation de la valeur technique

La note du mémoire technique sera appréciée au regard du barème suivant :

- **0** : Absence de mémoire,
- **5** : Mémoire ne répondant pas aux besoins du pouvoir adjudicateur,
- **15** : Mémoire insatisfaisant, répondant partiellement aux besoins exprimés au CCP et/ou avec des observations majeures,
- **25** : Mémoire satisfaisant, répondant aux besoins exprimés au CCP avec quelques observations jugées mineures,
- **30** : Mémoire répondant aux besoins du maître d'ouvrage, sans observation.

Délais d'intervention et de production des plans :

La notation de ce critère se fera sur la base du délai du moins disant, en appliquant la formule suivante :

$$\text{Délai du moins disant} / \text{délais du candidat} \times 20$$

## 8.4. Suites données à l'analyse

Après analyse des offres sur la base des critères de jugement des offres susmentionnés, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 premiers candidats. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ses éléments ainsi que sur des caractéristiques du marché public sans pouvoir entraîner de modifications substantielles. Elle se déroulera par échange de courriels.

Les candidats disposeront de 5 jours pour remettre leur offre négociée sur le profil d'acheteur.

Une fois la négociation terminée, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse, après classement de ces offres finales, en appliquant les critères de jugement des offres susmentionnés.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations **des articles R2143-3 à R.2143-15 du Code de la Commande Publique (CCP)**. Le délai imparti par L'Acheteur Public pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Concernant l'analyse du prix de l'offre, dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement des offres.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

## CHAPITRE 9 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, ses questions par l'intermédiaire de la plateforme dématérialisée, conformément **aux articles R.2132-7 à R.2132-11 du Code de la Commande Publique (CCP)** à l'adresse suivante :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

## CHAPITRE 10 - Durée des missions

Le délai d'intervention et du rendu des prestations seront fournis par les candidats. Le délai maximum du rendu des prestations sera de **3 mois à compter de l'émission de l'ordre de service**.

## CHAPITRE 11 - Prix du marché

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. **Les prix sont réputés fermes et non révisables.**



## CHAPITRE 12 - Modalités de règlement des comptes

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

### 12.1. Factures

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I.

Les factures sont à déposer sur : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Les règlements pourront avoir lieu par états d'acomptes mensuels, si ce n'est précisé, une seule situation en fin de prestation.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique sur CHORUS

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 264 702 689 00011

- Adresse de facturation :

CHD LA CANDELIE

Direction des Ressources Matérielles

Service Achat

47916 AGEN CEDEX 09

- Comptable assignataire :

Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers

Cité administrative Lacuée Bâtiment B

Rue Renée Bonnat

47921 AGEN CEDEX 9

- Code Finess : 470000381

- Code CHORUS/service : E3

### 12.2. Avance

Une avance égale à 5% du montant TTC du marché est accordée au Titulaire à sa demande, si les conditions décrites aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique sont remplies. Le titulaire devra présenter une garantie à première demande couvrant le montant de cette avance. La substitution de cette garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire sera refusée par le maître de l'ouvrage.

## CHAPITRE 13 - Pénalités de retard

Selon son engagement stipulé dans l'acte d'engagement, le titulaire subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150 €.

## CHAPITRE 14 - Arrêt de l'exécution des interventions

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché. La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue provoque la résiliation du présent marché sans indemnité.

## CHAPITRE 15 - Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. , sont apportées aux articles suivants :

- ≡ Le chapitre 3.1 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 13 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 14 déroge à l'article 33 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

## CHAPITRE 16 - Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif suivant est compétent en la matière :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

CS 21490

33 000 BORDEAUX

Téléphone : 05 56 99 38 00

Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)